



Le dimanche 14 juin 2015

Grand rassemblement des Iraniens à Paris

Le 13 juin 2015 - Le grand rassemblement des Iraniens et de leurs soutiens venant de 70 pays a eu lieu à Villepinte, Paris-Nord, en présence de plus de 600 personnalités et parlementaires de divers horizons politiques.

Prenant la parole sur le thème « un Iran démocratique et non nucléaire avec le renversement du régime du Guide suprême », Maryam Radjavi, Présidente élue du Conseil national de la Résistance iranienne (CNRI), a déclaré : « Le peuple iranien ne veut ni la bombe atomique, ni l'ingérence en Irak, en Syrie ou au Yémen, ni la tyrannie, ni la torture ou la prison. Parmi le peuple iranien, ce sont des dizaines de millions d'enseignants, d'étudiants, d'infirmières et d'ouvriers excédés qui réclament la liberté, la démocratie, et du travail. »

Elle a ajouté : « il n'existe qu'une seule solution pour faire cesser les violations des droits humains, l'impasse nucléaire, la crise dans la région et la lutte contre Daech et le terrorisme: le renversement du *califat* de l'intégrisme islamiste et du terrorisme en Iran. »

Concernant les révoltes et les mouvements de protestation grandissants de la population iranienne, elle a estimé : « Le régime du guide suprême est au bout de son chemin et c'est à un changement majeur qu'aspire le peuple iranien ».

Mme Radjavi a ajouté que le régime des mollahs est aujourd'hui embourbé dans trois conflits en Syrie, en Irak et au Yémen. « La seule solution est de chasser le régime iranien de tout le Moyen-Orient et de renverser le califat du terrorisme et de l'intégrisme islamiste en Iran, » a-t-elle affirmé.

La dirigeante de la Résistance iranienne a par ailleurs affirmé que les crimes et les mesures répressives du régime iranien et ses agents en Irak pour anéantir l'OMPI à Liberty, témoignent de sa peur de la Résistance organisée : « D'autre part, les Etats-Unis et l'ONU n'ont cessé de violer les conventions internationales et leurs engagements écrits concernant les Achrafiens et ont, dans la pratique, pris le parti du fascisme religieux au pouvoir en Iran. », a-t-elle ajouté.

Elle a appelé les USA et l'ONU à agir de toute urgence pour protéger l'OMPI au camp Liberty et à mettre fin au blocus logistique et médical du camp et aux conditions de vie dans celui-ci, semblables à celles d'une prison et a ajouté : « Si les USA ne veulent pas garantir la protection des Moudjahidine du peuple contre les attaques de la force terroriste Qods, ils devront au moins leur restituer une partie de leurs armes individuelles pour leur défense et leur protection personnelle. »

Parmi les participants, on notait la présence d'éminentes femmes politiques et militantes des droits des femmes, notamment **Kim Campbell**, ex-Première ministre canadienne, **Rita Süßmuth**, ancienne présidente du Bundestag allemande, **Linda Chavez**, ancienne directrice de liaisons publiques de la Maison-Blanche, **Frances Townsend**, ancienne conseillère à la sécurité intérieure de la Maison-Blanche, **Michèle Alliot-Marie**, eurodéputée et ancien ministre, **Sabine Leutheusser-Schnarrenberger**, ancienne ministre de la justice, **Rabiha Diab**, ministre de la condition féminine dans le gouvernement palestinien, **Ingrid Betancourt**, ancienne sénatrice et candidate à la présidentielle colombienne, **Maria**





Teresa Fernandez de la Vega, ancienne députée au Premier Ministre d'Espagne, **Rama Yade**, vice-présidente du parti radical et ancienne secrétaire d'État.

La Jordanie : Parlementaires appellent à la protection du camp *Liberty*

Le 13 juin 2015- Une majorité de membres du parlement jordanien a exigé que le blocus médical du Camp Liberty en Irak soit levé immédiatement, que ses habitants se voient remettre leurs armes de protection personnelle et que le camp soit reconnu comme un camp de réfugiés de l'ONU.

La déclaration signée par 71 parlementaires jordaniens stipule : « Nous sommes solidaire du peuple iranien et soutenons le plan en dix points de Mme Maryam Rajavi, Présidente du CNRI, qui prône un Iran non nucléaire et démocratique fondé sur la séparation de la religion et l'Etat, le respect des droits individuels et des libertés, l'égalité des sexes et une coexistence pacifique avec ses voisins ».

Les parlementaires ont déclaré que l'Iran doit permettre « les inspections intrusives » des sites militaires dans le cadre d'un accord avec l'Occident sur l'élimination des ambitions nucléaires du régime.

Ils ont déclaré : « selon les rapports de l'ONU et des organisations de défense des droits de l'homme, l'Iran a le taux le plus élevé d'exécution dans le monde par habitant et la situation des droits de l'homme s'est détériorée au cours du mandat du président Hassan Rouhani.

« Reporters sans Frontières a décrit l'Iran comme la plus grande geôle pour journalistes et Freedom House a reconnu l'Iran comme l'État numéro un dans la censure d'internet en 2014.

« Un certain nombre de prisonniers politiques, y compris ceux appartenant à des minorités ethniques et religieuses, ont été exécutés. L'une des personnes exécutées seulement pour avoir donné une contribution financière à la chaîne de télévision de la Résistance. »

Les parlementaires ont également condamné « le rôle de la Force Qods et le Hezbollah dans la défense de Bashar Assad en Syrie dont la dictature a conduit à la mort de 300 000 personnes et a plongé le Moyen-Orient dans la crise. »

Les agents des mollahs s'installent aux alentours du camp *Liberty*

Le 10 juin 2015 - Des agents du Vevak et de la Force Qods, unité extraterritoriale de l'armée des Pasdarans iraniens, envoyés au camp Liberty sous couvert de parents de l'Organisation des Moudjahidine du Peuple d'Iran (OMPI), se sont installés dans un édifice nommé « Beit Baghdadi », à quelques mètres du camp Liberty et placé sous la protection des forces irakiennes.

Cette manœuvre met en évidence les plans du régime iranien et de ses agents en Irak pour intensifier la torture psychologique des habitants du camp et préparer le terrain à une nouvelle tuerie. Depuis deux jours l'ambassade du régime à Bagdad organise le transfert de ces agents à Liberty.

De février 2010 à janvier 2012, le régime des mollahs a fait subir de la torture blanche aux habitants d'Achraf jour et nuit au moyen de 320 haut-parleurs.

Le 10 juin, les sites du régime iranien ont reconnu l'opération en cours et menacé les habitants : « La première nuit du sit-in des familles devant le camp de transit Liberty a commencé ».

Le même jour, l'agence officielle Irna a rapporté que « les familles cherchent une nouvelle fois à rendre visite à leurs proches dans le camp Liberty ».